



PROGRAMME DE TRAVAIL 2019

« NOUS, EUROPÉENS »

2019 s'annonce comme une année charnière !

Comme le relève notre président Enrico Letta, pour la première fois, un pays quittera l'Union européenne ; pour la première fois, la campagne des élections européennes, dans un contexte d'essor du populisme, s'annonce plus âpre mais plus européenne ; pour la première fois, les rapports de forces politiques au sein du Parlement européen vont changer, les deux principaux groupes politiques de l'hémicycle ne devant plus détenir la majorité à eux seuls ; et pour la première fois, enfin, les Européens vont renouveler entièrement leurs représentants et les dirigeants des institutions de l'Union.

Ces « premières fois » surviennent à un moment où les Européens sont confrontés à des menaces et à des défis communs – changement climatique, migration, relation transatlantique dégradée, montée des nationalismes, affirmation de la Chine. Leurs choix décisifs de 2019 vont orienter l'Europe pour les années à venir. Ils exigent d'**affirmer un résolu « Nous, Européens »**. Mais ils sont posés à des opinions publiques déboussolées sinon désabusées. Malgré un sentiment d'abandon marqué dans plusieurs territoires, l'Union européenne reste considérée comme un ancrage incontournable.

Dans ce cadre à la fois instable et déterminant, l'Institut Jacques Delors se mobilise pour répondre à sa double vocation d'accoucheur d'idées et d'éveilleur de conscience pour l'intégration européenne. Notre programme de travail 2019 s'articule évidemment autour du scrutin européen de mai prochain, à la fois point d'orgue politique de l'année, qui exige suivi et engagement durant la campagne électorale, et opportunité pour faire valoir les analyses et priorités de notre *think tank* à destination des prochaines Commission et législature, notamment à travers un **rapport conjoint élaboré avec l'Institut Jacques Delors-Berlin (cf. page 6)**.

Les élections européennes marqueront aussi les activités que l'IJD poursuivra par ailleurs. **L'Académie Notre Europe**, qui a accueilli sa deuxième promotion, la sensibilisera au scrutin à venir. Notre nouveau **Jacques Delors Energy Centre** mettra à profit son expertise sur la transition énergétique, potentiel thème important de la campagne, tout en poursuivant ses activités de recherche sur ces questions. Les événements organisés auprès de nos partenaires auront aussi pour toile de fond les prochaines échéances européennes et leurs thématiques, tout comme nos interventions dans les médias et dans divers foras, qui s'annoncent très nombreuses.

À l'heure des choix en ce temps incertain, notre président-fondateur **Jacques Delors est notre boussole** tant par son attention continue pour nos travaux que par l'héritage de sa pensée, portée par Enrico Letta, notre président emeritus Pascal Lamy et tous les amis de « Notre Europe », qui bénévolement soutiennent et contribuent à son action en faveur d'une construction européenne plus solidaire.

Sébastien Maillard, directeur



EUROPÉANISER LA CAMPAGNE

Avec une campagne attendue à la fois comme plus dure et plus européenne, sur fond de montée des nationalismes et de recomposition politique, le scrutin européen 2019 s'annonce comme à nul autre pareil. Il n'appartient pas à l'Institut Jacques Delors de faire campagne mais, comme think tank résolument européen, nous nous attacherons, en France durant cette période, à :

■ Suivre et décrypter la campagne électorale

Un **groupe de travail « élections européennes »**, présidé par Pascal Lamy et animé par Christine Verger, réunit élus et chercheurs chaque mois depuis juillet 2018. Ces premiers travaux ont permis d'anticiper l'évolution des rapports de force politiques dans le futur hémicycle et de commencer à dresser une typologie des clivages et thématiques sur lesquels se disputera la campagne. Le groupe en restera un observateur attentif et mettra à disposition **argumentaires et analyses** (comparaison des programmes).

De plus, ce groupe s'est lié au GEG (Groupe d'études géopolitiques), de l'École normale supérieure (Ulm), animé par des étudiants et jeunes professionnels, pour produire **une série mensuelle sur « les mots de la campagne »**, saisissant la portée et la complexité des notions marquantes du scrutin 2019 (populisme, nationalisme, progressisme, souverainisme,...).

Pour sa part, la nouvelle promotion de **l'Académie Notre Europe** (cf. page 16) approfondira l'analyse des programmes électoraux, en lien avec la *Scuola di Politiche* (Italie).

■ Expliquer les enjeux et rétablir les faits

Intervenant régulièrement dans les médias, l'IJD compte mettre à profit ses étroites relations avec ceux-ci pour apporter son éclairage et son expertise durant la campagne électorale. **Cette offensive auprès des médias** se traduira notamment par des partenariats avec divers supports. Un partenariat avec France Info (tv) est en cours d'avancement pour réaliser **une série de vidéos courtes explicatives sur des thèmes de campagne** avec nos chercheurs. D'autres contacts ont été noués avec les sites de décryptage Brut et Konbini afin de toucher davantage un jeune public.

Au gré de l'actualité de la campagne, l'IJD diffusera également des **infographies pédagogiques** (comme réalisé à propos des *Spitzenkandidaten*) tirées le plus souvent de ses publications récentes.

■ Nourrir et élever le débat

L'IJD répondra autant que possible aux sollicitations déjà nombreuses qu'elle reçoit pour intervenir dans **les conférences et tables rondes organisées durant la campagne** auprès de divers acteurs. Elle sollicitera aussi les membres de son réseau à cette fin.

Outre ces interventions, **nous revaloriserons nos publications** à la faveur des thèmes de la campagne pour en nourrir la compréhension et porter nos propositions (rapport Vignon pour une politique migratoire européenne, Erasmus Teens, Pacte social pour la transition énergétique, Fonds d'accompagnement des transitions,...).

Les travaux du groupe de travail susmentionné serviront aussi dans ce cadre.

■ Encourager la participation

L'IJD s'est rapproché de la plateforme des eurocitoyens, coordonnée par le Mouvement européen-France, pour prêter main forte aux initiatives qui seront prises afin d'inciter au vote, en particulier **à destination des jeunes primo-votants**. Nous collaborerons également à cette fin avec les représentations en France de la Commission et du Parlement européen.



« NOUS, EUROPÉENS », UN AGENDA POUR 2019-2024

La séquence électorale des 23-26 mai prochains sera suivie de l'installation du nouveau Parlement européen puis de la nouvelle Commission au cours du second semestre. L'Institut Jacques Delors mettra à profit cette période d'élaboration de l'agenda européen pour la législature à venir en constituant, conjointement avec le Jacques Delors Institut – Berlin, **un rapport destiné au futur collègue des commissaires qui mettra en exergue sept chantiers prioritaires** pour son mandat.

Ces priorités sont identifiées au regard des menaces et défis communs auxquels sont confrontés les Européens. Ils relèvent du court, du moyen et du long terme – trois temporalités qui doivent guider nos travaux durant les mois à venir.

D'abord des enjeux de court terme, qui nous obligent à penser et définir des réponses aux défis actuels les plus pressants sur les plans interne (Italie, zone euro, Brexit) et externe (notamment en matière commerciale et géopolitique – défense, Iran, migrations, etc.). La menace déjà palpable, des « guerres commerciales », livrées par le président Trump en priorité contre la Chine, font de l'Union européenne un « adversaire » déclaré et l'échiquier de rapports de forces, auxquels les Vingt-Huit – bientôt Vingt-Sept – cherchent à opposer ceux du droit et du multilatéralisme.

Ensuite, des enjeux de moyen terme qui doivent conduire à combler le déficit d'anticipation et de prospective qui a été criant ces dernières années, comme en témoigne l'incapacité à considérer que le Brexit mais aussi l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis pouvaient se produire. Il s'agit ici de mieux identifier les sujets clés à propos desquels la définition d'un discours clair et des propositions concrètes sont nécessaires. À titre d'exemple, la menace d'une nouvelle instabilité financière pèse sur les Européens. L'accumulation des dettes publiques et privées augure d'une perte de confiance des créanciers qui entraînerait une possible crise financière mondiale, dont l'Europe et singulièrement la zone euro, doivent déjà se prémunir en consolidant leurs régulations et instruments.

Enfin des enjeux de long terme. Là encore, les Européens se sentent menacés. Menace littéralement climatique. Le réchauffement comme l'épuisement à venir de diverses ressources naturelles essentielles appellent à non pas seulement poursuivre mais à largement amplifier et à concrètement réaliser la transition énergétique de nos sociétés, gage aussi d'innovation, de nouveaux emplois et d'indépendance d'approvisionnement.

Une autre menace largement ressentie dans l'opinion, à travers le continent, pèse sur l'avenir du mode de vie européen. Quelles qu'en soient les variantes, les conditions de vie et de travail des Européens ont bénéficié d'améliorations et de garanties que le vieillissement démographique et la concurrence mondiale remettent en cause. Dans ce contexte, les bienfaits de la mobilité sont vécus au contraire comme des menaces sur la cohésion des sociétés, qu'agitent volontiers les extrêmes-droites au sujet de l'immigration.

Mais l'une des menaces les plus graves réside dans la mise en cause des fondements des démocraties libérales en Europe et des valeurs sur lesquelles a été bâtie la construction européenne. Les populismes et les extrémismes sont divers mais convergent dans la mise en cause de la légitimité du système politique et économique de l'Union européenne. Ils cherchent à développer un contre-modèle sur le plan idéologique qu'il convient de combattre.

Conjurer et non simplement repousser ces menaces sont autant de chantiers incontournables pour la nouvelle législature européenne et pour la prochaine Commission (2019-2024). Ces chantiers-clés ne doivent pas servir d'un agenda politique uniquement défensif que résume le

slogan trop répété d'une « Europe qui protège ». Ils exigent bien plus une Europe qui s'affirme et se distingue, une Europe qui prend son destin en main, sans se fermer au monde.

Si le danger unit, il donnera un sens nouveau à l'action collective des Européens, qui peuvent se reconnaître ensemble dans un « Nous » qu'aucun nationalisme ne peut ravir. Dans le triptyque fameux de Jacques Delors articulant « la concurrence qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit », ce sont aujourd'hui les deux derniers volets qui méritent d'être davantage mis en avant pour une intégration inévitablement plus différenciée. Coopération en matière de défense, en fiscalité, solidarité pour gérer les demandes d'asile, pour accompagner les transitions écologique et numérique, pour défendre l'état de droit,... autant de chantiers où conjuguer un « Nous, Européens », où « développer des biens publics européens », en écho à la récente tribune conjointe dans *Le Monde* de Pascal Lamy et Jakob von Weizsäcker :

Nous identifions six chantiers prioritaires pour la prochaine Commission :

- Faire de la transition énergétique un succès européen
- Contrer la régression démocratique
- Améliorer les conditions de vie et de travail des Européens
- Affronter une potentielle crise économique
- Affirmer la puissance européenne
- Mettre en œuvre une politique migratoire européenne complète

Le rapport conjoint des IJD proposera les actions-clés à mener pour chacun de ces chantiers, qui s'inscrivent dans nos trois axes de travail pour une Europe qui soit puissance de valeurs, bénéficiant à tous et se construisant dans la différenciation. Publié en anglais et traduit en français et en allemand, le rapport vise une diffusion et promotion durant l'été 2019. Sa préparation et plus encore son suivi appelleront des publications et événements mentionnés dans les pages suivantes, qui s'étaleront principalement après les élections européennes et pourront se poursuivre courant 2020.

Parallèlement, nous poursuivrons notre suivi attentif du **prochain cadre financier pluri-annuel**, en cours de négociation, qui détermine nombre de politiques européennes et exigera explications et réactions. De même, l'avènement du Brexit, l'ouverture de la période de transition et la négociation de la future relation de l'UE avec le Royaume-Uni continueront d'être attentivement suivis.



1 . Faire de la transition énergétique un succès européen

La transition énergétique est un des enjeux majeurs pour l'Europe du XXI^e siècle. La mener à bien suppose une transformation en profondeur de nos modes de vie et de nos économies. C'est un défi individuel et collectif qui requiert la participation de chacun et de toutes les organisations marchandes et non marchandes de notre société. Elle est facilitée par une prise de conscience profonde des enjeux et des actions à entreprendre sans délais, vu l'urgence climatique devenue visible au quotidien et rappelée en 2018 par le GIEC et la COP24.

Réussir la transition énergétique passe par une approche cohérente et coordonnée de politiques publiques variées (notamment énergie, transport, innovation, industrie, social, etc.) de tous les échelons d'action publique : des conférences internationales à l'action locale, en passant par l'Union européenne et les États.

Elle permet le renforcement de la justice sociale en Europe en offrant des nouvelles opportunités d'emplois de qualité aux Européens et en permettant de sortir des millions de familles européennes de la pauvreté énergétique.

La transition énergétique implique la participation de tous. Elle peut construire un dialogue approfondi entre les décideurs politiques et toutes les parties prenantes, y compris les citoyens, dans la plus grande transparence et démocratie pour susciter l'adhésion de tous à cette mutation indispensable.

Elle comprend en même temps des bénéfices tangibles dans notre vie quotidienne : une limitation des effets du changement climatique ainsi qu'une réduction drastique de la pollution de l'air. Elle apporte aussi aux Européens une amélioration substantielle de la qualité de vie fondée sur une consommation durable et soucieuse de l'environnement et de la santé humaine.

Ce contexte implique quatre priorités d'action au niveau européen pour la législature 2019-2024 :

1.1 Renforcer la justice sociale en Europe grâce à la transition énergétique

La transition énergétique est une opportunité pour développer de nouveaux emplois de qualité et améliorer les conditions de vie de nombreux Européens. Les emplois dans les secteurs liés aux énergies fossiles, notamment dans l'exploitation du charbon, sont amenés à disparaître dans les années à venir. Les travailleurs affectés doivent être accompagnés et formés vers de nouveaux emplois de qualité, notamment ceux créés dans les énergies renouvelables et dans l'efficacité énergétique.

En outre, la pauvreté énergétique touche aujourd'hui environ 50 millions de familles en Europe. L'investissement dans la rénovation des bâtiments doit permettre d'améliorer la qualité de vie de ces Européens.

Dans cette perspective, les sujets suivants devraient être traités par l'IJD :

- *Promouvoir le projet de Pacte social pour la transition énergétique dans le cadre des élections européennes, et auprès du Parlement européen et de la Commission nouvellement élus*
- *Développer un projet de lutte contre la précarité énergétique au niveau européen*

1.2 Donner les moyens au citoyen de devenir acteur de la transition énergétique

Le système énergétique est amené à changer grâce à une gestion plus intelligente de la production et de l'utilisation d'énergie. Les technologies, politiques publiques, modèles économiques et comportements évoluent et favorisent l'émergence d'un système plus décentralisé, plus démocratique, où chaque citoyen peut gérer sa consommation voire

produire sa propre énergie au niveau individuel comme au sein d'une collectivité locale ou une coopérative. Cela implique également une meilleure compréhension par les décideurs des aspects comportementaux et de l'acceptation sociale des mesures politiques liées à la transition énergétique.

Dans cette perspective, les sujets suivants devraient être traités par l'IJD :

- *Importance de la prise en compte des comportements énergétiques individuels et collectifs dans les politiques énergétiques (programme ENABLE.EU, voir page 20)*
- *Diffusion de recommandations émanant des recherches empiriques du projet ENABLE.EU contribuant à la mise en place de l'Union de l'énergie*

1.3 Créer les conditions adéquates pour adopter une mobilité sans carbone

Les transports émettent un quart des émissions de CO₂ de l'UE et le secteur est presque entièrement dépendant des importations de pétrole. Pour protéger les Européens du changement climatique et de la pollution de l'air, il est urgent de déployer les solutions existantes, comme l'électrification, notamment pour le transport routier. Cette transition implique aussi des changements pour l'industrie automobile et les emplois du secteur. Le paquet « mobilité propre » actuellement négocié au niveau de l'UE pose les bases de la transition vers une mobilité propre mais ces ambitions doivent être portées plus loin par tous les acteurs impliqués dans la conception du futur système de mobilité.

Dans cette perspective, les sujets suivants devraient être traités par l'IJD :

- *Informer les décideurs européens et nationaux sur les enjeux du paquet « mobilité propre »*
- *Développer une politique intégrée du véhicule électrique*

1.4 Déployer une politique industrielle européenne volontariste basée sur l'innovation

L'innovation est au cœur de la politique énergétique pour assurer une renaissance industrielle de l'UE. En menant la transition énergétique au niveau mondial, les industries européennes peuvent se positionner en leaders de marchés mondiaux en forte croissance, comme c'est déjà le cas pour les industries européennes de l'éolien.

Dans cette perspective, les sujets suivants devraient être traités par l'IJD :

- *Importance de l'innovation dans les secteurs de la transition énergétique afin d'affirmer le rôle de l'Europe dans l'économie mondiale*
- *Faire du programme de recherche Horizon Europe un outil de transformation des entreprises européennes en « tigres de la transition énergétique »*
- *Formation des nouveaux eurodéputés aux enjeux énergétiques, climatiques et industriels de l'innovation dans le secteur de l'énergie*

2 . Contrer la régression démocratique

L'Europe est confrontée à trois défis démocratiques majeurs. Elle se veut un havre de démocratie libérale. Mais les Vingt-Sept connaissent aussi des reculs démocratiques en leur sein. Ils touchent notamment l'indépendance de la justice et de la presse. La Commission sortante a, pour la première fois, poursuivi un État membre, la Pologne, pour « risque certain de violation grave de l'État de droit ». La Hongrie a essuyé de même un vote du Parlement européen sortant. Au-delà de ces procédures, les derniers scrutins législatifs, en Allemagne et en Italie notamment, ont enregistré un essor des nationalismes. De manière plus large, l'affaiblissement des partis traditionnels de gouvernement et l'éclatement des électors rendent longue et pénible la formation de coalitions souvent fragiles.

Deuxième défi, l'Union européenne et ses institutions doivent, au-delà de l'accusation récurrente d'un « déficit démocratique », tenir compte de revendications plus affirmées de participation citoyenne. Elles doivent plus fondamentalement répondre au « déficit d'appartenance » qu'accuse l'UE, au moment où celle-ci cherche à assoir le concept de « souveraineté européenne » dans son rapport au monde. Au sein de l'UE, la poursuite de l'intégration de la zone euro soulève, elle aussi, un défi démocratique qu'une nouvelle crise économique poserait avec une acuité renouvelée.

À l'extérieur, elle doit agir dans un contexte géopolitique démocratiquement dégradé. L'évolution politique en Russie, en Turquie et en Chine, entres autres, est marquée par une montée de l'autoritarisme. Dans son voisinage méditerranéen, les régimes autoritaires (Égypte) le disputent à des situations très instables (Libye, Syrie,...). Outre-Atlantique, la vigilance s'impose face à l'administration Trump, tentée de préférer le rapport de forces au respect du droit et par une ingérence anti-UE.

Dans ce contexte, trois grandes actions prioritaires doivent mobiliser la prochaine Commission et la législature 2019-2024 :

2.1 Lutter contre les nationaux-populismes

Les élections législatives récentes mettent en évidence la montée en puissance des forces politiques nationales-populistes ou / et extrémistes. En dépit de leur diversité (populismes de gauche, de droite, droites extrêmes, etc.), ces forces politiques convergent vers une mise en question des fondements de la « démocratie libérale » et de la légitimité du système politique et économique de l'UE. Dans cette perspective, il est nécessaire de faire un travail de clarification conceptuelle sur ce que recouvrent ces « populismes » européens mais aussi sur la notion, très discutable, de « démocratie illibérale ». Il faut aussi définir un discours offensif sur les « valeurs européennes » en riposte au discours national-populiste.

Dans cette perspective, les sujets suivants devraient être traités par l'IJD :

- *Analyse des nationaux-populismes en Europe (monographies : Pologne, Italie, etc.)*
- *Critique de la « démocratie » illibérale*
- *La question de l'identité européenne et le combat pour les valeurs européennes (intérêt et limites des solutions procédurales – article 7 et financières ; événement sur la Charte européenne des droits fondamentaux), collaboration envisagée avec la Chaire Valeurs européennes de l'UCL (Louvain) et le cycle des Bernardins sur ce thème*
- *Propositions pour garantir pluralité et indépendance de la presse dans l'UE*

Ces sujets pourront aussi être développés au cours du Budapest European Agora (cf. page 21)

2.2 Comblent le déficit d'appartenance à l'UE

L'Union fait face à une crise de légitimité démocratique depuis de nombreuses années, dont témoignent la multiplication des referenda négatifs sur l'« Europe », la montée des nationalismes et de l'euro-scepticisme (plus ou moins fort) dans la plupart des opinions publiques nationales. La perception domine, d'un point de vue civique, qu'il est difficile pour les citoyens d'avoir l'assurance que leur voix compte et de pouvoir exercer une influence politique sur les décisions prises et sur les politiques publiques conduites à l'échelon européen. La résorption de ce déficit de légitimité constitue une urgence et réclame des solutions concrètes si l'on souhaite éviter que les citoyens continuent à se replier sur leur État national, dont ils jugent qu'il garantit le mieux l'exercice de leurs droits politiques.

Dans cette perspective, les sujets suivants devraient être traités par l'IJD :

- *Élections européennes et modalités du choix du Président de la Commission*
- *Politisation du fonctionnement de l'UE*
- *Analyse critique de l'impact des crises sur la gouvernance de l'UE*

2.3 Concilier démocratie et action extérieure

Pour les pays européens, le dilemme entre leurs intérêts de sécurité et le respect de leurs valeurs est traditionnellement placé au cœur de leur politique étrangère. Plus récemment, la question se pose de la nature des relations entre les États membres de l'UE et des pays qui sont leurs partenaires mais qui connaissent des évolutions autoritaires voire ultra autoritaires (Russie, Turquie). En outre, sous l'effet des attaques terroristes, les équilibres entre liberté et sécurité, au fondement de nos démocraties libérales, font l'objet d'une redéfinition et les opinions publiques sont plus attentives aux actions conduites par leur gouvernement en matière de politique étrangère et de défense. Enfin, nos démocraties font l'objet, de manière croissante de l'ingérence de puissances étrangères (notamment de la Russie, sans écarter Washington) dans leurs élections nationales.

Dans cette perspective, les sujets suivants devraient être traités par l'IJD :

- *Surveillance et protection des scrutins en Europe contre l'ingérence de puissances étrangères*
- *L'action extérieure de l'UE face au défi de la démocratie : les intérêts ou les valeurs ?*
- *La « concurrence » entre régimes politiques pour garantir sécurité et prospérité*



3 . Améliorer les conditions de vie et de travail des Européens

Les traités européens établissent que l'UE doit promouvoir le progrès social et améliorer les conditions de vie et d'emploi des Européens. Cet objectif rejoint les préoccupations des citoyens européens qui identifient, selon la dernière enquête Eurobaromètre, les inégalités sociales et le chômage comme les deux principaux défis pour l'Union. Malgré ses compétences limitées en politiques sociales et de l'emploi, il est impératif que l'UE réponde aux attentes des citoyens et aux objectifs qui lui ont été fixés, non seulement pour des raisons de justice et de cohésion sociale mais aussi de légitimité démocratique. En effet, de nombreux Européens ont la perception que l'UE - que ce soit par l'ouverture économique qu'elle entraîne, sa gestion de la crise ou ses règles de discipline budgétaire - menace plus qu'elle ne protège leurs conditions de vie et de travail, ce qui nourrit leur méfiance à l'égard du projet européen.

L'UE a ici trois grands défis à relever. Premièrement, les inégalités sociales ne cessent de s'accroître en Europe et la convergence sociale et salariale entre États – un préalable pour réduire le risque de concurrence sociale au sein de l'UE – ne se produit pas à un rythme satisfaisant. Deuxièmement, la libre circulation des personnes, qui représente en soi une opportunité pour chaque Européen, pour les entreprises et pour les États, pose aujourd'hui de nombreux problèmes. Dans les pays d'accueil, cette libre circulation est souvent associée à un tourisme aux prestations sociales ou perçue comme source d'une concurrence déloyale entre travailleurs. Dans les pays d'origine, elle est associée à une fuite des jeunes et des cerveaux impactant négativement les perspectives économiques et démographiques des pays. Troisièmement, devant les transitions numérique et écologique, la robotisation ou encore le changement démographique, le marché du travail européen doit éviter des destructions importantes d'emplois, répondre à l'inadéquation entre les compétences des travailleurs et les besoins des entreprises ou encore à la précarisation de l'emploi.

Ces trois défis appellent autant de priorités d'action de la future Commission :

3.1 Construire un narratif et une feuille de route pour une convergence sociale ascendante et une réduction des inégalités au sein de l'UE

En 2017, les dirigeants européens ont proclamé le socle européen des droits sociaux (SEDS), présentant vingt droits et principes censés indiquer la voix à suivre pour une plus grande convergence sociale au sein de l'UE. L'adoption de ce socle a permis d'engager une dynamique qui doit être soutenue. Toutefois, alors que le socle doit être concrétisé en initiatives concrètes pour apporter des bénéfices tangibles aux Européens, d'importantes divergences subsistent entre États sur le rôle que l'UE doit jouer.

Le premier défi est donc de s'accorder sur un nouveau narratif rassembleur, construit sur la base de compromis entre les positions des différents pays. La possibilité d'une intégration différenciée doit être étudiée. Sur la base de ce narratif, il sera nécessaire d'établir une feuille de route pour concrétiser le socle, qui permette d'accélérer la convergence sociale et salariale ascendante et garantir un soutien de l'UE dans la lutte contre les inégalités. Cette feuille de route doit combiner des initiatives législatives (adoption de celles en cours de négociation, telle que celle sur l'équilibre vie familiale et vie professionnelle, et d'autres initiatives à venir), des actions de coordination (dans le cadre du semestre européen) et des soutiens financiers (sous forme de subventions ou de prêts). L'UE doit aussi avoir une stratégie d'investissement dans le capital humain afin de mieux lutter contre les inégalités.

Dans ce cadre, l'IJD apportera un ensemble d'éclairages et de propositions :

- *Analyse des divergences sociales et des écarts salariaux au sein de l'UE*
- *Réflexion sur les propositions législatives en cours de négociation et à venir pour*

concrétiser les principes du socle européen des droits sociaux

- *Analyse sur l'importance de l'investissement social dans la lutte contre les inégalités sociales et réflexion sur le rôle et les instruments de l'UE dans ce domaine*

3.2 Garantir une mobilité équitable des travailleurs et des jeunes

La libre circulation au sein de l'UE est, pour une majorité d'Européens, le principal bénéfice que l'UE leur apporte. Le programme européen de soutien à la mobilité – Erasmus + - est de son côté considéré comme l'un des plus grands succès européens. Pourtant, il y a aujourd'hui un accès inégal aux offres de mobilité destinées aux jeunes Européens et de nombreuses barrières entravent la libre circulation des travailleurs. La Commission sortante a engagé des initiatives qui vont dans la bonne direction, notamment la proposition de doubler les crédits d'Erasmus + et celle de créer une Autorité européenne du Travail (AET). Au-delà de la validation de ces initiatives, d'autres devront être engagées afin de faciliter la mobilité intra-européenne. Dans un contexte où il est de plus en plus important que les travailleurs continuent à se former tout au long de leur vie, le droit à la formation professionnelle en tant que droit individuel des travailleurs doit être une piste de réflexion pour les dirigeants européens, assorti de la création d'un compte personnel d'activité qui permettrait la portabilité de ce droit.

De plus, face aux débats houleux qui se vérifient dans de nombreux pays concernant la mobilité intra-européenne, il est nécessaire de mieux lutter contre les situations illégales, d'abus et de fraudes qui se vérifient dans ce domaine. La création de l'AET aura un rôle crucial à jouer dans ce contexte. Alors que le discours européen est ancré sur les difficultés rencontrées dans les pays d'accueil de travailleurs mobile, une attention accrue mérite d'être accordée à la situation des pays d'origine qui perdent une partie de leur force de travail.

Dans ce cadre, l'IJD apportera un ensemble d'éclairages et de propositions :

- *Suivi de la mise en place de l'Autorité européenne du Travail*
- *Évaluation de l'action de l'UE en faveur de la mobilité des jeunes et plus particulièrement des apprentis (conférence avec la fondation Gulbenkian)*
- *Analyse des enjeux de libre circulation des travailleurs au sein de l'UE*
- *Proposer création d'un compte personnel européen d'activité (en collaboration éventuelle avec la FEPS)*

3.3 Anticiper, préparer et accompagner les transitions en cours sur le marché du travail

L'UE doit anticiper les transitions en cours qui ont un impact sur le marché de l'emploi afin de maximiser leurs opportunités en termes de création d'emplois et limiter leur potentiel impact négatif sur l'emploi en Europe, tant en termes de nombres d'emplois que de qualité des emplois. Il est nécessaire de garantir que tous les travailleurs en Europe ont accès à la sécurité. Face aux craintes des travailleurs à l'égard de la numérisation de l'économie et de la robotisation, l'UE doit anticiper les changements à venir et aider les États membres à s'y préparer. Outre l'impératif de garantir que la transition énergétique soit la plus juste, (voir page 7), l'UE doit aussi renforcer son rôle d'accompagnement des « perdants » des transitions en cours en se dotant d'un fonds européen d'accompagnement des transitions pour soutenir les États et accompagner les travailleurs dans les cas de restructurations majeures.

Dans ce cadre, l'IJD apportera un ensemble d'éclairages et de propositions :

- *Analyse sur le rôle de l'UE face à l'impact de la numérisation et de la robotisation sur le marché du travail européen*
- *Soutenir l'idée d'un Fonds européen d'accompagnement des transitions*
- *Conférence sur l'idée d'une assurance-chômage européenne en zone euro*

4 . Affronter une potentielle crise économique

Dix ans après la crise financière, l'économie européenne est en meilleure forme. Après un pic en 2017, la croissance devrait se poursuivre, bien qu'à moindre rythme. Des risques substantiels pèsent toutefois à moyen terme : impact sur la croissance mondiale des tensions commerciales croissantes, ralentissement attendu de l'économie américaine, vulnérabilité financière de plusieurs économies émergentes (Argentine, Turquie). Dans l'UE, l'incertitude persiste à propos de la situation budgétaire italienne et d'une sortie du Royaume-Uni sans accord de retrait. Autant de facteurs menaçant l'économie européenne d'un nouveau ralentissement durant la prochaine législature.

Au cours des dernières années, l'UE est toutefois devenue plus résiliente aux chocs. La zone euro s'est dotée d'instruments nouveaux pour prévenir et traiter les crises de dette publique, la régulation et la supervision bancaires ont été renforcées. Toutefois, l'architecture de l'Union économique et monétaire reste insuffisamment solide pour absorber des chocs majeurs : l'instrument d'assistance financière de l'UEM (Mécanisme européen de stabilité, MES) reste de faible d'ampleur et lourd à manier, faisant peser sur la Banque centrale européenne la capacité d'apaiser les tensions liées aux dettes. Ceci n'est soutenable ni économiquement, ni politiquement, comme relevé au cours de notre conférence sur l'UEM à Berlin en septembre 2018. Par ailleurs, l'UEM ne dispose toujours pas d'un outil commun de stabilisation budgétaire (« budget de la zone euro »). Malgré l'amorce de l'Union bancaire, le lien entre banques et risque souverain demeure tandis que les marchés financiers restent fragmentés faute d'une véritable union des marchés de capitaux. Enfin, l'actuel débat sur le budget italien pourrait relancer aussi celui sur les règles budgétaires européennes et leur révision.

Il appartient donc à la prochaine Commission et prochaine législature de continuer les efforts pour reformer l'architecture de l'UEM, notamment en complétant l'Union bancaire, renforçant les mécanismes de prévention et résolution de crises et équipant la zone euro d'un outil de stabilisation budgétaire. L'IJD concentrera ses travaux sur les priorités suivantes :

4.1 Créer les conditions politiques pour réformer l'UEM après le Brexit

Toute tentative de réformes de l'UEM demande d'abord une compréhension complète des opportunités politiques à les conduire. Les maigres progrès des deux dernières années, la peine du couple franco-allemand à imposer son agenda devant l'essor de nouveaux acteurs (Ligue 'hanséatique' de huit pays du Nord) montrent le besoin de recalibrer les priorités. Le Brexit entraîne par ailleurs un nouveau poids de la zone euro au sein des Vingt-Sept.

A cet effet, l'IJD envisage d'étudier :

- *La nouvelle coalition des pays du Nord : leurs motifs et la réforme de l'UEM qu'ils veulent*
- *L'impact du Brexit sur l'UEM*

4.2 Équiper l'UEM d'outils budgétaires

Malgré l'accord franco-allemand de Meseberg (juin 2018) retenant le principe d'un budget propre à la zone euro, l'idée se heurte à l'opposition d'un nombre important d'autres pays dotés de la monnaie unique. Dans ce contexte, un pas réaliste à accomplir consisterait à introduire dans le budget européen une capacité budgétaire à travers des changements dans la mobilisation des dépenses et/ou en créant un outil embryonnaire lié à l'UEM, comme déjà avancé par la Commission sortante, en appuyant son amplification future. L'actuel programme européen de soutien aux réformes structurelles offre un autre élément d'appui.

Pour faire avancer ces projets, l'IJD propose de :

- *Comparer les différentes propositions d'outils pour l'UEM dans le cadre du prochain*

cadre financier pluriannuel

- *Evaluer le soutien européen aux réformes structurelles deux ans après sa création*

4.3 Rendre plus pertinentes les règles budgétaires européennes

Le bras de fer politique entre Rome et le reste de l'UE sur le budget italien relance le débat sur la pertinence des règles actuelles encadrant les politiques budgétaires nationales, source de polémiques que la campagne des européennes pourrait exacerber. Il existe déjà de nombreux travaux universitaires sur la manière de réviser ces règles mais il reste très controversé politiquement de les remettre en cause.

Pour faire progresser ce débat, l'IJD envisage de :

- *Evaluer les différentes propositions de révision des règles budgétaires*
- *Analyser les positions politiques des acteurs du débat*



5 . Affirmer la puissance européenne

La politique commerciale européenne est confrontée à trois grands défis.

L'unilatéralisme agressif de Donald Trump ébranle les fondements du multilatéralisme qui avec l'OMC, atténue les conflits commerciaux et encadre par des règles un commerce mondial de plus en plus intégré. L'impact du retrait des Etats-Unis de différents forums pluri et multilatéraux va au-delà d'une crise conjoncturelle. La probabilité d'un second mandat de Trump se renforce à mesure que sa politique commerciale affiche plus de cohérence et trouve plus de soutien trans-partisan avec l'objectif prioritaire de contrer la réémergence de la Chine (pushback China). Cette nouvelle doctrine américaine de confrontation systématique à la puissance chinoise préfigure ce qui pourrait devenir une forme de guerre froide commerciale contre la Chine (« vous êtes pour nous ou contre nous »), qui ne laisse à l'UE qu'une voie étroite. Les Européens se retrouvent dans une alliance improbable avec la Chine pour défendre le multilatéralisme, tout en souhaitant bénéficier de la pression qu'exerce Washington sur Pékin pour obtenir un renforcement des règles de l'OMC contre les distorsions commerciales liées au contrôle de l'Etat/du Parti sur l'économie chinoise.

Par ailleurs, une esquisse de réponse européenne au projet hégémonique chinois de la Route de la soie prend forme avec une approche plus défensive vis-à-vis des investissements chinois en Europe (avec l'adoption du mécanisme de contrôle des investissements étrangers) et la volonté d'offrir une offre européenne alternative aux pays visés par les investissements chinois le long de cette route (projet Connectivity du SEAE). Cependant l'impact à long terme de cette meilleure connectivité entre l'Europe et l'Asie voulue par la Chine fait encore peu l'objet d'une anticipation stratégique européenne : quels sont les défis et opportunités pour l'UE dans son ensemble ?

Enfin, l'impact redistributif des accords commerciaux sur l'emploi et l'inégale répartition des bénéfices entre gagnants et perdants du commerce international suscitent une défiance croissante de l'opinion publique européenne. Le renforcement de la légitimité de la politique commerciale européenne passe par le développement d'un commerce plus durable, tant du point de vue de son impact social que du point de vue de la lutte contre le changement climatique.

Dans ce contexte, l'IJD travaillera en 2019 sur trois grands sujets qui doivent faire partie des priorités d'action de la prochaine Commission européenne pour la période 2019-2024 :

Poursuivre un leadership européen dans la défense du multilatéralisme

La force de propositions de l'UE pour ramener Washington et Pékin à la table des négociations et parvenir à réformer les trois fonctions de l'OMC (contentieux, réglementation et surveillance de la mise en œuvre) doit être poursuivie d'autant plus activement que le veto de Trump sur la nomination des juges de l'organe d'appel (OA) de l'OMC d'ici à décembre 2019 pourrait susciter une flambée de mesures protectionnistes dans le monde. L'UE doit veiller dans le même temps à ne pas se retrouver en étau entre une offensive américaine unilatérale et une instrumentalisation chinoise.

Dans ce cadre, l'IJD se concentrera sur :

- *Les nouvelles propositions de chantiers de réformes de l'OMC (distorsions commerciales, réglementation du commerce électronique, ...) qui permettent de poursuivre la dynamique créée par celles avancées par la Commission européenne sur la réforme de l'OA et la notification des subventions.*
- *L'enjeu du contrôle de la coopération réglementaire entre l'UE et les Etats-Unis qui devrait accompagner la négociation d'un accord commercial, et qui avait suscité beaucoup d'inquiétude dans la société civile lors de la négociation du TTIP.*
- *Les mesures défensives qui peuvent renforcer encore davantage la protection des entreprises européennes contre la stratégie chinoise de captation des technologies et du*

savoir-faire européens, à un moment où les mesures adoptées par Trump limitent l'accès au marché américain.

Mieux anticiper l'impact à long terme de la Route de la soie pour l'Europe et sur la mondialisation

Au-delà du décryptage de l'impact de l'ingérence et des investissements chinois dans l'UE et du renforcement des mesures défensives, se pose l'enjeu des potentielles transformations systémiques que la Route de la soie peut avoir sur l'Europe en particulier et plus largement sur la mondialisation. Quel contrôle gardons-nous sur l'interdépendance accrue que vise ce projet de « voie express Chine-Europe » ? La Route de la soie, comme vecteur d'une mondialisation aux caractéristiques chinoises (cf. diplomatie de la dette qui créerait une dépendance entre les pays qui reçoivent les investissements chinois et Pékin), n'est-elle pas dans la pratique en train d'établir un modèle alternatif à l'approche coopérative du cadre multilatéral ?

Dans ce cadre, l'IJD se concentrera sur :

- *Le décryptage à moyen-long terme des déséquilibres induits par cette connectivité Europe-Asie que vise la Route de la Soie.*
- *L'évaluation du rôle stratégique de la distance dans un monde de plus en plus interdépendant et mis sous pression par des grands déséquilibres démographiques (réduction ou maintien des distances ?).*

Assurer une meilleure intégration des objectifs du développement durable et du commerce international pour la défense un commerce plus juste et durable

La poursuite d'une stratégie européenne commerciale offensive dans un contexte de résurgence des tentations protectionnistes appelle à assurer un commerce qui s'articule davantage autour des valeurs de développement durable propre au modèle européen.

Dans ce cadre, l'IJD se concentrera sur :

- *Une meilleure anticipation des effets redistributifs des accords commerciaux sur l'emploi (cf. modèle canadien).*
- *Une évaluation du rôle stratégique du commerce dans l'économie européenne.*
- *Une mise en perspective de l'empreinte carbone du commerce européen et mondial par rapport aux grands enjeux de lutte contre le changement climatique.*
- *La possibilité de renforcer dans les accords commerciaux la promotion des valeurs environnementales et sociales européennes le long des chaînes de production (enjeux de traçabilité et responsabilisation sociale et environnementales des fournisseurs).*

6 . Mettre en œuvre une politique migratoire européenne intégrée

Le défi migratoire s'annonce comme un thème incontournable de la campagne des élections européennes et de la prochaine législature. Avec des flux d'arrivées aux frontières de l'Union européenne aujourd'hui en net recul par rapport au pic de 2015, la crise migratoire apparaît contenue plutôt que réglée en profondeur. Elle met au grand jour des divisions et tensions entre États de l'Union, qu'attise l'approche du scrutin européen, déboussolant les opinions. Celles-ci ne sauraient se réduire à une opposition entre hostilité aux étrangers et hospitalité sans bornes. Une majorité de citoyens européens refuse ces deux attitudes extrêmes mais s'interroge sur l'attitude juste à tenir.

Les bases d'une politique commune de l'immigration et de l'asile ont été jetées depuis une quinzaine d'années dans les domaines de l'asile (règlement de Dublin), de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen de libre circulation, de l'immigration légale de travail et de l'aide au développement. Importantes, ces bases restent toutefois inachevées et leur approfondissement est actuellement bloqué.

La réponse au défi migratoire exige d'apprécier le phénomène dans toute son étendue. La tendance mondiale est à une augmentation générale de la mobilité. Le développement des pays d'Afrique n'en tarira pas une émigration de travail appelée au contraire à croître et dont le « vieux continent » aura besoin.

Il appartient à la future Commission d'initier au cours de la législature une politique européenne complète de l'asile, des migrations et de la mobilité, qui exige, en priorité, de :

6.1 Homogénéiser les conditions d'accès à l'asile dans l'Union européenne

Cette homogénéisation doit être conduite sous l'impulsion opérationnelle du Bureau européen de l'asile, qu'il faut renforcer afin qu'il répartisse les demandes recevables en tenant compte des projets des personnes. Ceci implique le concours d'États de l'espace Schengen, qui assument volontairement la responsabilité d'instruire les demandes d'asile avec les États situés en première ligne des arrivées. Entre ces administrations nationales devraient prévaloir la reconnaissance mutuelle des décisions d'octroi du titre de réfugié.

A partir de son rapport d'orientation sur le sujet, l'IJD approfondira en particulier l'analyse des conditions pour aboutir à une reconnaissance mutuelle des décisions en matière d'asile

6.2 Protéger les frontières extérieures de l'UE par une agence de type fédéral

A partir de Frontex, cette agence doit intégrer les capacités nationales de surveillance. Le modèle ayant conduit la Banque centrale européenne à fédérer les banques centrales nationales pourrait en inspirer la gouvernance.

A l'appui du rapport susmentionné, l'IJD propose d'étudier comment le modèle ayant conduit à la création de la BCE peut servir à mettre sur pied un organe comparable en matière de protection des frontières

6.3 Organiser une immigration légale de travail

Celle-ci doit être anticipée et orchestrée à l'échelle de l'Union afin de lutter contre l'immigration irrégulière et mettre en échec les filières de passeurs. Une cible indicative quinquennale déclinée par grande catégorie de qualifications servirait à constituer des gisements de candidats éligibles à un visa de travail de courte durée pour une recherche d'emploi dans l'UE.

6.4 Co-construire le développement et les migrations avec les pays d'origine

La révision des accords de Cotonou avec les pays d'Afrique donne l'occasion de revoir en profondeur la relation UE-Afrique et la recentrer sur le travail, la formation professionnelle et la mobilité, qui ne s'oppose pas mais au contraire accompagne le développement.

Partenaire de la fondation Gulbenkian, l'IJD envisage une conférence sur ce thème courant 2019

6.5 Renforcer l'intégration par un apprentissage mutuel des démarches nationales

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une compétence européenne, l'intégration des étrangers dans nos sociétés contribue à rendre très sensible la question migratoire dans l'opinion. En la matière, les États de l'UE peuvent apprendre davantage des uns des autres et se donner des objectifs communs.

Dans cet esprit, l'IJD compte dresser un panorama des bonnes pratiques nationales d'intégration





Assoir le projet avec une deuxième promotion

Initiée en 2017 par notre président, Enrico Letta, l'Académie Notre Europe de l'Institut Jacques Delors offre un lieu de formation, d'échange et de partage de connaissance sur les politiques européennes. L'Académie s'appuie sur l'expertise des sujets européens de l'IJD assortie du développement d'un réseau de chercheurs, praticiens, collaborateurs et décideurs de haut niveau de la construction européenne tissé depuis plus de vingt ans. Proposé comme un parcours citoyen, à rythme mensuel, l'Académie permet à des jeunes de tous horizons de débiter ou approfondir leur formation en matière européenne. Un tel projet entre dans les missions d'information et de formation tout au long de la vie qui sont dans l'ADN de l'Institut portant le nom de Jacques Delors. Les cursus modulables proposés de novembre à juin s'inscrivent systématiquement dans une logique de formation basée sur l'échange entre experts et praticiens de l'Europe d'un côté, et citoyens actifs ou en construction de l'autre.

L'Académie répond à une demande forte de connaissance autour des politiques européennes et d'appropriation du projet européen. Elle apporte à ses membres une approche novatrice des enjeux européens en proposant un parcours pédagogique flexible et adapté à l'actualité. Toutes les activités sont dispensées par des praticiens et personnalités de la construction européenne. Donnée à Paris, principalement en français, la formation comprend également différents voyages afin de découvrir les institutions et acteurs de l'UE sur le territoire européen.

Pour son année-pilote 2017, l'Académie Notre Europe a accueilli 27 jeunes et sept journalistes au cours de douze sessions. C'est au travers de rencontres avec des praticiens de l'Europe au quotidien, d'intervenants de hauts niveaux qui partageront leur vision de l'Europe, et de voyages de terrain à Bruxelles, Strasbourg, Rome ou Berlin, que ses membres ont pu acquérir une connaissance plus aiguë et débiter de la construction européenne et de son avenir tout en tissant des liens pérennes entre eux. Cette première année a été une réussite. Les évaluations auprès des participants nous ont permis de confirmer que l'Académie Notre Europe répondait à un réel besoin et une attente de la part de citoyens de tous horizons.

Au-delà de ces retours positifs mais aussi des intervenants, qui ont tous apprécié leur participation aux sessions d'échanges, le doublement du nombre de candidatures reçues pour la deuxième promotion est un autre encouragement à poursuivre l'expérience. Le bouche-à-oreille ainsi que notre campagne de communication innovante au cours de l'été ont porté leurs fruits, avec quelques 80 candidatures provenant de tout le territoire français et européen voire extra-européen (une dizaine de nationalités différentes).

La deuxième promotion de l'Académie 2018/2019 comprend 39 jeunes âgés de 18 à 30 ans, de nationalités allemande, espagnole, française, italienne, kosovare, marocaine, mauricienne, moldave, roumaine, anglaise et sénégalaise. La session inaugurale s'est tenue le 9 novembre

2018 à la Maison de l'Europe avec Enrico Letta, Gaëtane Ricard-Nihoul, Catherine Lalumière et l'ensemble de l'équipe de l'Académie et de l'IJD.

Nous n'avons pas cette fois sélectionné une promotion propre de journalistes mais invitons à chaque session les professionnels des médias les plus susceptibles d'être intéressés par le thème abordé, de quoi enrichir aussi les échanges proposés.

L'année 2019 sera l'occasion de développer davantage encore les échanges consacrés aux instances démocratiques de l'Union européenne et notamment au Parlement européen afin de permettre aux membres de l'Académie de saisir au mieux les enjeux des élections européennes. Une session spéciale sur ce scrutin est prévue en mars et un projet de comparaison des programmes politiques est envisagé avec les jeunes de la *Scuola di Politiche* (Italie).

Autre temps fort, les deux premières promotions de l'Académie ainsi que celles de la *Scuola* et d'autres jeunes de l'Union européenne, en particulier d'Europe centrale, seront invités à participer à une Summer School d'une semaine en juillet 2019 à Budapest afin d'y faire battre le cœur de la démocratie européenne, après les élections. Proposé par Enrico Letta, ce projet intitulé Budapest European Democracy s'articulera autour des notions d'identité et de démocratie en Europe.



ANNÉE DU LANCEMENT

L'Europe construit le système énergétique du XXI^e siècle, fondé sur l'utilisation efficace des énergies renouvelables. Cette transition énergétique est une opportunité de bâtir un agenda positif pour une Europe qui :

- Protège les européens du dérèglement climatique,
- Aide ses entreprises à devenir les leaders mondiaux de la transition énergétique,
- Crée des emplois de qualité dans les secteurs d'avenir de la transition énergétique,
- Préserve la santé des citoyens en luttant contre la pollution de l'air,
- Sort tous les Européens de la précarité énergétique, grâce à la rénovation des bâtiments,
- Revitalise la démocratie aux niveaux locaux, nationaux et européen.

C'est le 9 mai 2010 que Jacques Delors propose le projet d'Union de l'énergie qui est porté depuis 2014 par la Commission Juncker. Aujourd'hui, l'Institut Jacques Delors lance le Jacques Delors Energy Centre afin de mieux informer les décideurs européens et leur proposer de nouvelles idées de politiques publiques permettant de faire avancer la transition énergétique au service de tous les Européens. Ce Centre se concentre sur les questions d'innovation, de mobilité et la dimension sociale de la transition énergétique. Il est mené par Thomas Pellerin-Carlin et ses principaux contributeurs sont Emilie Magdalinski, Jean-Arnold Vinois, Sofia Fernandes, Geneviève Pons et Eulalia Rubio.

ENABLE.EU

L'équipe du JDEC travaille avec onze organisations en Europe, dont la London School of Economics et Cambridge Econometrics, sur le projet ENABLE.EU. Ce projet bénéficie du soutien du programme de recherche Horizon 2020.

ENABLE.EU a pour objectif de mieux comprendre les choix énergétiques individuels et collectifs des Européens. Il s'intéresse notamment aux facteurs économiques, technologiques et sociaux qui affectent les choix énergétiques dans trois principaux domaines de consommation - les transports, le chauffage et l'électricité (notamment la décision de produire sa propre énergie). Pour y parvenir, ENABLE.EU s'appuie sur des études de cas par pays, des activités participatives impliquant des citoyens et des experts, ainsi qu'un exercice de modélisation des pratiques énergétiques à l'horizon 2050.

Le JDEC élabore des recommandations politiques émergeant de ces travaux afin de contribuer à la réalisation de l'Union de l'Énergie.

ECF Energy Innovation Project

L'équipe du JDEC travaille avec la European Climate Foundation afin de mieux comprendre les modalités permettant à l'Union Européenne de mieux soutenir les innovations qui permettent de faire de la transition énergétique une réalité aujourd'hui et demain.

Ce travail nécessite une connaissance fine des enjeux et des compositions des écosystèmes d'innovation des secteurs de la transition énergétique. Il permet de formuler des recommandations de politiques publiques européennes, notamment dans le cadre de la création de Horizon Europe, le prochain programme cadre pour la recherche et l'innovation pour la période 2021-2027.